

STATEMENT DISCOURS

MINISTER
FOR
INTERNATIONAL
TRADE.

MINISTRE
DU
COMMERCE
EXTÉRIEUR.



85/28.

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE
L'HONORABLE JAMES KELLEHER,
MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
DEVANT LE BUSINESS COUNCIL

HOT SPRINGS, VIRGINIE
LE 11 MAI 1985

C'est pour moi un honneur et un privilège que de me trouver ici, dans cette charmante partie du monde. Helen et moi sommes arrivés jeudi soir, et nous avons savouré chaque minute de notre séjour.

Ed Pratt m'a donné une tâche difficile en me demandant de rencontrer un groupe prestigieux de gens d'affaires, de négociants et d'investisseurs pour leur parler des problèmes internationaux en matière d'affaires, de commerce et d'investissements.

Commençons par l'économie mondiale.

La situation est fort calme pour le moment. Pas de récession. Pas de crise pétrolière. Aucune nouvelle crise de la dette internationale. L'inflation est en baisse. Les taux d'intérêt sont encore trop élevés, mais ils ne sont qu'à mi-chemin de ce qu'ils étaient il y a trois ans.

De fait, nous avons nombre de raisons de nous réjouir de la façon dont les choses se passent. Entraînées par les États-Unis, les nations industrielles occidentales ont connu deux ans de croissance économique. Cette croissance a été inégale, c'est vrai, mais elle est tout de même observable et elle a eu des effets positifs sur les pays en développement. Elle a rétabli les marchés des nations débitrices, leur permettant d'accroître leurs exportations, de payer les intérêts sur leurs dettes et de commencer à mettre leur maison dans un ordre impeccable, comme l'exige le FMI.

En résumé, lorsque l'économie mondiale se développe, tout le monde est heureux. Et l'année 86 nous réserve de bonnes possibilités de croissance continue - à un niveau réduit, mais soutenu.

Mais certains nuages viennent assombrir l'horizon: le chômage en est un. Il se situe toujours dans les deux chiffres en Europe et au Canada, et il n'existe aucun moyen facile de le réduire. Le monde traverse actuellement une grande transition de l'ère industrielle à l'ère de la technologie et de l'informatique. Cette transition perturbe le marché du travail, et les politiques de création d'emplois à court terme ne feront que prolonger la perturbation. Les politiques à moyen terme qui encouragent la croissance, l'adaptabilité et les investissements générateurs d'emplois sont le seul moyen d'amener une croissance soutenue de l'emploi.

Entre temps, les prestations de chômage et de bien-être social vident les coffres du gouvernement - et ceci à un moment où nous nous efforçons tous de comprimer les déficits budgétaires.

D'autres motifs de préoccupation ont trait à un ensemble de déséquilibres qui exercent une interaction sur l'économie mondiale. Vous connaissez tous l'incidence qu'un dollar ferme exerce sur la structure des échanges, ainsi que les pressions que ce phénomène exerce sur les producteurs américains qui exportent ou qui livrent concurrence aux importations. D'aucuns s'inquiètent que lorsque le dollar retombera des nues - ce qui est bien sûr inévitable -, les entreprises américaines auront déjà perdu une partie de leurs marchés étrangers et qu'il leur faudra des années pour les reprendre. Certaines entreprises américaines pourraient décider de se déplacer à l'étranger pour rester concurrentielles, et certaines pourraient cesser leurs activités - écrasées, pour ainsi dire, sous le poids d'une monnaie très musclée.

Un dollar aussi ferme comporte évidemment un avantage caché. En rendant les importations étrangères plus concurrentielles qu'elles ne le seraient autrement, il a encouragé les entreprises américaines à rationaliser quelque peu leurs opérations, à s'adapter et à devenir plus concurrentielles. Lorsque les choses reviendront à la normale, ces entreprises seront de redoutables concurrents.

La progression du dollar a également exercé des pressions sur les partenaires des États-Unis, qui ont dû s'ajuster en haussant les taux d'intérêt ou en laissant chuter leurs taux de change. Notre ajustement a eu des conséquences négatives, surtout sur les dépenses et les investissements fortement tributaires des taux d'intérêt, et aussi sur les prix que nous devons payer pour les importations américaines.

Nombre de raisons ont été avancées pour expliquer la fermeté du dollar, et la plupart ont une certaine validité. Mais tout se ramène au déficit budgétaire. Pour cette raison, nous Canadiens sommes heureux de constater que les autorités américaines reconnaissent la nécessité de réduire le déficit, d'une façon ou d'une autre. Le règlement de ce problème devrait avoir de nombreux effets plaisants. Il devrait contribuer à accroître la consommation des personnes et à encourager les investissements des entreprises. Cela devrait consolider la reprise des affaires aux États-Unis. De plus, les taux d'intérêt devraient diminuer si les marchés monétaires sont moins taxés par les emprunts publics. Et cela assainira certainement l'environnement économique international.

La chose est importante car, au fur et à mesure que l'économie américaine prend sa vitesse de croisière, les autres économies se verront forcées de suivre le rythme. Si nous voulons maintenir un solide taux de croissance mondial, les autres pays - et plus particulièrement le Japon et l'Europe occidentale - devront ouvrir davantage leurs économies, et encourager les investissements et les échanges qui favorisent la croissance. Notre problème est de trouver comment les amener à s'ouvrir.

L'aspect peut-être le plus troublant de la situation actuelle est la résurgence des pressions protectionnistes dans le monde. Permettez-moi d'être très franc. Les ministres du Commerce n'aiment pas le protectionnisme.

Le protectionnisme a pour effet d'isoler les industries nationales en réduisant la nécessité qu'elles ont d'être compétitives. Par ailleurs, tout comme le commerce est une voie à deux sens, le protectionnisme est un mur à deux faces. Il tend à bloquer la sécurité d'accès requise par vos industries exportatrices.

La presse internationale nous parle maintenant de la possibilité de guerres commerciales. C'est très préoccupant. Nous avons vu ce que ces guerres ont fait à l'économie mondiale dans les années 30. Elles n'ont fait qu'accentuer et qu'allonger la Grande Dépression. Nous ne pouvons nous permettre de répéter cette erreur.

Bien sûr, nous avons pris de l'expérience. Dans les années 30, le protectionnisme était facile à reconnaître. Il prenait surtout la forme de tarifs douaniers et d'embargos en bonne et due forme. Le protectionnisme d'aujourd'hui est mieux déguisé, et plus pernicieux. Nous avons inventé un ensemble presque illimité - et certainement ingénieux - de mesures non tarifaires comme les accords d'autolimitation, les règles sur la teneur locale, les normes applicables aux produits, les règlements sanitaires, etc. La liste serait bien longue. La lutte contre le protectionnisme a certes remporté des succès, mais elle a également connu d'importants reculs.

Pour le moment, l'un de nos grands motifs d'inquiétude est la surtaxe à l'importation dont on parle au Congrès américain. C'est une stratégie du bord de l'abîme, de surcroît très dangereuse car elle pourrait fort bien déclencher cette guerre commerciale que nous devons tout simplement éviter.

Cette politique de la corde raide serait particulièrement dangereuse à ce moment-ci puisque le système commercial connaît une crise de confiance. Que cette crise soit ou non justifiée n'a probablement pas grande importance. Dans ce cas, la perception d'une telle crise est tout ce qu'il nous faut pour la provoquer.

Il est évident qu'il appartient aux gouvernements de prendre l'initiative de redonner la confiance au système commercial. Il est tout aussi évident que le meilleur instrument à utiliser à cette fin est le GATT, puisque c'est lui qui a établi les règles du jeu. Vous savez que les États-Unis ont pris l'initiative de promouvoir une autre série - la huitième - de négociations commerciales multilatérales. Le Canada appuie pleinement cette initiative. Et malgré les rapports qui pourraient vous être parvenus du Sommet de Bonn, je peux vous dire que le lancement de la prochaine série de négociations continue à susciter beaucoup d'intérêt. Il y a vraiment un consensus entre les pays développés quant à la nécessité de cette nouvelle série. On s'entend vraiment sur le fait que ces négociations devraient débuter le plus tôt possible - mais non sur ce que veut dire "le plus tôt possible". Mais il se tiendra cet été une réunion de hauts fonctionnaires pour préparer le terrain, et les négociations pourraient toujours débiter l'an prochain.

Ainsi, sur quoi ces négociations porteront-elles? Pour le moment, l'ordre du jour semble devoir englober le commerce des services, la haute technologie, l'agriculture et les autres produits à base de ressources. Il y aura certainement un effort pour resserrer les règles du GATT, y compris les sauvegardes et les pratiques de règlement des différends. Une autre priorité sera d'améliorer davantage les règles régissant les pratiques de passation des marchés publics.

Je ne vais pas vous en parler en détail, mais j'aimerais aborder un autre aspect des négociations. Ces négociations seront stériles si les pays en développement - les PMA - n'y participent pas pleinement et activement.

Mais pour amener les PMA à la table de négociation, nous devons tenir compte de leurs préoccupations. Nous devrions être disposés à étudier soigneusement la demande d'un traitement spécial pour leurs produits, non seulement les produits agricoles et à base de ressources, mais également les produits à valeur ajoutée. Par ailleurs, nous devons prêter une oreille attentive à leur situation financière. Nombre de ces pays sont soumis à

un contrôle du FMI, ce qui les met dans une situation difficile. Le FMI demande qu'ils réduisent leurs importations de façon à pouvoir payer leurs dettes. Et le GATT leur demande presque exactement le contraire: c'est-à-dire d'abaisser leurs barrières tarifaires. Il est évident que certaines négociations seraient utiles.

Voilà pour l'image globale. Parlons maintenant des relations entre le Canada et les États-Unis.

On a tellement parlé des nombreuses similarités et des subtiles différences qui existent entre nos deux peuples que vous pourriez sûrement les énumérer aussi bien que moi. Nous avons tellement en commun qu'il nous est difficile de nous considérer comme des étrangers. Nos relations d'affaires sont les plus importantes au monde. Vous êtes non seulement notre plus important client, mais nous sommes aussi le vôtre. Et si la province de l'Ontario était comptée séparément, elle serait votre deuxième plus important client.

Et pourtant, comme vous le savez, nos relations ont connu des hauts et des bas. La plupart de nos problèmes sont mineurs, localisés et temporaires, et ils sont le fruit des heurts qu'entraînent inévitablement notre proximité et le volume des affaires conclues chaque jour entre nos deux pays. Mais nos relations ont connu de véritables "creux", habituellement causés par les politiciens.

Vous avez eu votre "54-40 ou la guerre", par exemple, et nous avons eu notre "Rien à faire avec les Yankees." Plus récemment, vous avez eu la Doctrine Nixon et nous avons eu la "Troisième option" - un effort du précédent gouvernement pour éloigner le Canada des États-Unis.

L'effort a évidemment échoué. Les affaires ont de toutes façons continué à se développer, au point où vous absorbez maintenant les trois quarts de nos exportations. Mais la Troisième option a entraîné une période de méfiance outre frontière, d'ailleurs suivie de créations nationalistes comme l'Agence d'examen de l'investissement étranger (la FIRA) et le Programme énergétique national.

Nous avons mis fin à cette période.

Le nouveau gouvernement que je représente a été élu au Parlement par une majorité sans précédent. Plusieurs facteurs ont contribué à cette victoire écrasante, mais l'un d'eux a été l'engagement de Brian Mulroney de rétablir et de renforcer nos relations avec les États-Unis. Le Premier

ministre croit fermement que la valorisation de la relation économique avec les États-Unis est essentielle aux intérêts du Canada. Les sondages d'opinion montrent incidemment que les Canadiens sont d'accord avec lui.

C'est pourquoi nous agissons, assez vite je crois, pour revitaliser notre relation. Nous nous débarrassons du Programme énergétique national pour le remplacer par des mesures qui encourageront à nouveau l'exploration et la production. Nous abandonnons la FIRA pour lui substituer Investissement Canada, organisme visant à encourager - et même à rechercher - les nouveaux investissements au Canada.

Et puis il y a eu le Sommet de la Saint-Patrice réunissant le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan à Québec. Il ne fait pas de doute que le Sommet de Québec a été l'une des rencontres les plus substantielles jamais tenues entre nos deux pays. Il a notamment permis des innovations directement liées aux intérêts économiques des secteurs privés du Canada et des États-Unis.

Permettez-moi de citer brièvement la Déclaration conjointe de votre Président et de mon Premier ministre. Elle s'ouvre par la phrase suivante: "Nous donnons aujourd'hui le coup d'envoi à un effort conjoint visant à établir un climat de prévisibilité et de confiance plus grandes pour permettre aux Canadiens et aux Américains de planifier, d'investir, de se développer et de se livrer concurrence plus efficacement entre eux et sur les marchés extérieurs."

La Déclaration sur le commerce est d'une grande importance pour nos deux pays. Elle comportait en fait trois parties. Premièrement, un engagement d'arrêter le protectionnisme - soutenu par une entente sur le règlement immédiat d'un certain nombre de points de friction comme les prescriptions américaines sur le marquage des tuyaux d'acier et les impôts canadiens sur les supports publicitaires touristiques. Puisque je suis originaire d'une ville à vocation sidérurgique, je suis heureux de noter en passant qu'un projet de loi visant à amender les dispositions sur le marquage a déjà été déposé à la Chambre par Dan Rostenkowski, le Président de la Commission des voies et moyens.

Deuxièmement, les ministres du Commerce de nos deux pays ont été chargés de recenser toutes les possibilités de réduire ou d'éliminer les barrières commerciales existantes. La tâche n'est pas facile, et nous devons faire rapport en septembre. J'ai pensé un moment

devoir passer l'été avec Bill Brock. Cela semble maintenant exclu (sauf si je suis moi aussi transféré au portefeuille de la Main-d'oeuvre), mais j'ai rencontré Clayton Yeutter à Chicago le mois dernier, et j'ai grand hâte de travailler avec lui.

Nous travaillerons aussi sur la troisième partie de la Déclaration - soit un plan de travail global, à finaliser d'ici mars prochain, en vue de régler un grand nombre d'obstacles spécifiquement posés à l'accroissement du commerce. L'un des grands secteurs-problèmes est ce que l'on appelle les dispositions "Buy America ou "Buy Canada" appliquées aux programmes de passation de marchés publics. Nos deux pays ont appris dans les quelque 20 dernières années que ces politiques d'achat artificielles comportent toutes sortes de coûts occultes, y compris l'inefficience et la résistance au changement. Nous entendons voir si les pratiques de passation des marchés publics pourraient être mieux conçues.

Mais nous aussi Canadiens nous sommes dotés d'un programme sur le plus long terme. C'est un programme visant à maintenir et à renforcer notre accès au marché américain. Nous l'avons mis en oeuvre en janvier en publiant un document de travail sur les options qui nous sont ouvertes, et je viens de terminer une tournée de consultation pancanadienne. Dans les huit dernières semaines, j'ai visité 15 villes dans six fuseaux horaires, surtout pour rencontrer les gens d'affaires, mais également des syndicalistes, des consommateurs et des universitaires.

Le document trace quatre grandes options possibles pour notre commerce avec les États-Unis.

Nous pourrions tenter de maintenir le statu quo et espérer que les pressions protectionnistes au Congrès pourront être quelque peu contenues par des réactions ponctuelles.

Nous pourrions aussi tenter de négocier des arrangements limités à des secteurs particuliers ou à des types précis de barrières non tarifaires. Comme vous le savez, nous avons déjà commencé à approfondir l'approche sectorielle, mais pour découvrir que si l'industrie de l'un de nos pays y est favorable, celle de l'autre y est opposée. L'approche ne permettait pas de compromis.

Nous pourrions aussi négocier un accord-cadre qui engagerait politiquement les deux gouvernements envers des objectifs et des mécanismes visant l'élimination des

barrières commerciales et le règlement des différends bilatéraux. L'approche pourrait s'inspirer de l'entente de Québec.

Enfin, nous pourrions tenter de négocier avec les États-Unis un accord global qui comprendrait la plus large part de nos échanges bilatéraux.

Ce sont là nos quatre options. Chacune a ses avantages et ses inconvénients. Aucune n'est parfaite, aucune n'est entièrement sans risque, et nous n'avons porté aucun jugement préalable sur celle qui serait la meilleure pour le Canada. Mais cette phase du processus de consultation tire à sa fin; après avoir parlé aux gouvernements de nos dix provinces, j'espère être en mesure de présenter mes recommandations préliminaires au Cabinet pendant le mois prochain. Il serait prématuré de vous dire dans quel sens nous allons, mais je peux vous affirmer une chose. Presque tous ceux que j'ai rencontrés dans mes déplacements ont reconnu qu'il nous faut faire quelque chose d'important pour maintenir notre accès au marché américain, et que nous ferions bien de nous atteler sans tarder à la tâche.

Quelle que soit l'option retenue, je crois que nous trouverons des interlocuteurs réceptifs aux États-Unis. Nos homologues américains nous ont dit, et je n'ai certainement aucune raison d'en douter, qu'ils sont aussi intéressés que nous à renforcer notre relation commerciale. Et qu'ils aimeraient agir le plus tôt possible pour la renforcer. J'ai espoir que nous pourrions commencer les négociations avant la fin de l'année.

Permettez-moi de faire une dernière observation. À deux reprises pendant ce siècle, le Canada et les États-Unis en sont presque venus à une entente sur la libéralisation de leurs échanges. Une élection canadienne en 1911 a sabordé le premier effort - et renversé le gouvernement pour l'avoir fait. Le Premier ministre Mackenzie King a jeté un sort au deuxième effort en 1948, supposément après avoir entendu les esprits.

Mais cette fois, c'est différent. Nous ne parlons plus aux esprits. Et nous ne parlons pas non plus dans le vide. Notre Premier ministre et notre gouvernement sont résolument engagés à donner un sens et une substance à cette nouvelle ère de nos relations, et les Canadiens nous appuient. Mon message est donc que nous sommes très sérieux en affaires.